

à l'époque d'Edo, avait pris les proportions d'un essai autonome quand MARUYAMA fut mobilisé, si bien qu'elle parut en juillet 1944 dans la revue *Kokkagakkai zasshi* 国家学会雑誌, sous le titre « La Formation de la théorie du nationalisme » (Kokuminshugi riron no keisei 国民主義理論の形成), avant que le projet initial ait été mené à bien. Plusieurs textes écrits après la guerre, dont « Meiji kokka no shisô », peuvent être considérés comme la poursuite du travail interrompu entre 1944 et 1945⁹.



Traduction¹⁰

Le thème qui m'a été proposé est « la pensée de l'État Meiji ». J'aurai donc à réfléchir sur la manière dont fut conçu l'État (*kokka* 国家) pendant toute la période Meiji, non sur tel ou tel penseur, telle ou telle conception particulière, mais sur l'esprit de cette époque, saisi comme une totalité et du point de vue de la question de l'État. Problème des plus délicats et, à vrai dire, c'est sans être arrivé à de grandes certitudes que je prends aujourd'hui la parole devant vous. Mon exposé risque toutefois de vous paraître dogmatique, je le crains, notamment du fait qu'en un temps aussi bref je ne pourrai l'illustrer que d'un nombre très limité de citations. Quoi qu'il en soit, voilà la manière dont je vais m'efforcer d'appréhender le développement historique de cet esprit de Meiji.

Je partirai d'une idée très banale, en rappelant qu'on peut repérer deux éléments dans ce qui constitue l'inspiration fondamentale de la Restauration : le courant dit loyaliste et xénophobe *son.nô jôji* 尊皇攘夷 d'une part, le courant libéral *kôgi yoron*¹¹ d'autre part. Il n'y a plus à démontrer, me semble-t-il, que ces deux tendances forment l'arrière-plan intellectuel de la Restauration. Il faut souligner, en revanche, que ce n'est aucunement un hasard si elles se sont trouvées en présence l'une de l'autre, et qu'on peut en fait voir dans leurs relations et leurs intrications

⁹ Il s'agit notamment des textes rassemblés dans le recueil *Entre guerre et après-guerre* (*Senchû to sengo no aida* 戦中と戦後の間), paru en 1976 chez Misuzu shobô.

¹⁰ Toutes les notes accompagnant le texte sont du traducteur. À l'exception de celle que nous donnons dans la note 12, toutes les citations sont traduites par nous, y compris lorsque nous indiquons les références d'une traduction française publiée par ailleurs.

¹¹ « Libéral » ou « proto-libéral », en tout cas dans la version qu'en retient MARUYAMA. Quoique *kôgi* 公議 ait souvent un sens très proche de *yoron* 輿論 (« opinion publique »), ce mot signifie aussi « délibération sur les affaires publiques » voire, spécialement dans le contexte des années 1850-1860, « instance de décision sur les affaires publiques » : *kôgi-yoron* exprimait l'idée que certaines décisions ne pouvaient être prises dans le cadre du *bakufu* tel qu'il avait fonctionné jusque-là, car impliquant indifféremment tous les éléments du système féodal – cour, *bakufu*, fiefs – c'est-à-dire l'État au sens moderne du terme, et que cela supposait la prise en compte des « opinions », d'abord seulement celles des grands feudataires, jusqu'au milieu des années 1860 environ, puis celles de l'ensemble de la population, ainsi dans le projet de créer deux chambres (cf. *infra*).

tout le développement ultérieur de l'esprit de Meiji, dont les premières manifestations se trouvaient bien là.

En ce qui concerne le premier courant, on peut l'interpréter comme exprimant, dans la Restauration, le principe de centralisation politique. Le loyalisme incarna en effet le principe de concentration du pouvoir politique en un centre unique. Le libéralisme du courant *kôgi yoron* représente au contraire ce que j'appellerai, faute d'une expression plus heureuse, le principe de l'élargissement politique. Autrement dit, on peut considérer que le premier courant vise à concentrer le pouvoir au sommet tandis que le second cherche à l'étendre vers la base. Nous pouvons ainsi caractériser sommairement la Restauration dans l'histoire de la pensée comme la réunion de ces deux courants.

Le principe de concentration qui s'est développé à partir du loyalisme a joué en faveur de l'établissement d'un État unifié et centralisé. Vis-à-vis de l'extérieur, il s'est développé à travers l'idée d'« extension de la souveraineté » (*kokken kakuchô* 国権拡張) ou souverainisme (*kokken-ron*)¹². Quant au courant *kôgi yoron*, apparu dans les dernières années du *bakufu* et qui promouvait l'élargissement de la participation politique vers le bas, ses idées ont, comme vous le savez, trouvé une première traduction dans le principe de « consultation de l'opinion publique sur toutes les affaires de l'État » (*banki kôron* 万機公論) qu'affirme le Serment impérial en cinq articles¹³, avant de former la théorie du Mouvement pour la liberté et les droits du peuple et d'aboutir dans l'établissement de la Constitution¹⁴. On peut donc dire que la pensée de l'État Meiji s'est développée sur un mode comparable à celui d'une sonate dont les deux thèmes seraient le souverainisme (*kokken-ron*) et les droits du peuple (*minken-ron* 民権論), initiés respectivement dans les courants loyaliste *son.nô jôi* et libéral *kôgi yoron*.

¹² Quoique « souverainisme », par quoi nous proposons de traduire *kokken-ron* 国権論, soit généralement employé dans des contextes assez différents du Japon de Meiji, ce mot a ici l'avantage d'exprimer tantôt le refus de voir transféré tout ou partie d'une souveraineté d'État, plus étroitement qu'« indépendantisme », tantôt une nuance antilibérale et étatiste que comporte aussi *kokken-ron* lorsqu'il est question de politique intérieure. Le terme semble s'effacer dans les dernières années du siècle, notamment au profit de *kokka-shugi* 国家主義 (cf. *infra*).

¹³ *Gokajô no seimon* 五箇条の誓文 (6 avril 1868), dont le premier article disait : « On établira largement des assemblées délibératives et toutes les affaires de l'État seront discutées par voie de discussion publique » (Hiroku kaigi wo okoshi banki kôron ni kessu beshi 広く会議ヲ興シ万機公論ニ決スベシ), traduction Eric SEIZELET, dans IWAŌ Seiichi, *Dictionnaire historique du Japon*, Fasc. VI, Maison Franco-Japonaise, 1981.

¹⁴ Comme cela apparaît également un peu plus loin, MARUYAMA considère que le Mouvement pour la liberté et les droits du peuple (*Jiyûminken-undô* 自由民権運動), né au milieu des années 1870 s'achève non pas au début mais à la fin des années 1880. À ses yeux, la Grande alliance des années 1886-1889 est donc essentiellement la continuation de ce mouvement plutôt qu'un rebond tardif et de signification équivoque.

Or ces deux principes sont apparus au même moment, c'est-à-dire avec la venue de PERRY au Japon : on vit alors pour la première fois un ministre du *shôgun*, ABE Masahiro, en référer à la cour sur un sujet de politique extérieure. Simultanément, le même homme rassemblait les *daimyô* et, invoquant la gravité du péril encouru par le pays, les invitait à exprimer librement leur point de vue. Ces deux décisions rompaient complètement avec toute la tradition du *bakufu*. Si ABE Masahiro n'avait bien sûr pas conscience de leur portée historique, les choix qu'il fit alors n'en avaient pas moins un sens en quelque sorte symbolique : s'adresser à la cour revenait en effet à reconnaître l'autorité impériale, tandis qu'en consultant les *daimyô* il inaugurait une forme de libéralisme.

Ce second courant se révéla d'abord dans des appels à la consultation publique puis, de manière plus concrète, dans la proposition d'instituer une assemblée des fiefs ou encore dans l'idée, avancée notamment par Tosa, d'établir un système à deux chambres - projet au reste bien différent de ceux dont il est aujourd'hui question. Par ailleurs, si la Proclamation « restaurant la Monarchie impériale »¹⁵ parle de revenir à la Fondation de Jinmu, il y est aussi question de faire disparaître les anciens vices, d'ouvrir le gouvernement aux opinions et de s'en remettre pleinement à la discussion publique. La Restauration de Meiji associait donc à ses débuts le principe de l'élargissement politique à celui de la centralisation politique. Et l'on peut se demander pourquoi se trouvaient ainsi réunies deux idées s'opposant par ailleurs. Je dirais que cela s'explique de deux façons, d'abord par une sorte de loi générale, de loi universelle du politique, ensuite par les circonstances historiques dans lesquelles s'est trouvé le Japon à la fin du shôgunat d'Edo.

En ce qui concerne la première, on peut la définir très grossièrement comme une manifestation de l'instinct de survie que montre nécessairement et comme par réflexe un corps politique lorsqu'il fait face à une crise extérieure, lorsqu'il se trouve mis en danger de l'extérieur. Concentrer au maximum la puissance politique, d'une part, lui obtenir le soutien le plus actif de ceux qui composent ce corps, d'autre part : que ces deux tendances paraissent se contredire n'empêche pas qu'elles se manifestent simultanément. Peu importe en l'occurrence s'il s'agit ou non d'un mouvement vers la démocratie, le fait est qu'en présence d'une menace extérieure, un corps politique montre peu ou prou chacune de ces deux tendances.

De quoi me semble découler l'axiome suivant : un corps politique réagit d'autant plus efficacement à une menace extérieure qu'il trouve un équilibre dans la mise en œuvre de ces principes d'élargissement et de centralisation politiques. Un bon exemple, quoiqu'il m'éloigne un peu du

¹⁵ *Ôsei hukko no daigôrei* 王政復古の号令 (3 janvier 1868).

comme HONDA Toshiaki ou SATÔ Nobuhiro¹⁷. (4) On voyait encore dans la conquête de la Corée, celle du pays qui offrirait le moins de résistance, l'occasion de réaliser un modèle réduit de l'impérialisme européen. (5) Enfin, on espérait profiter d'une situation internationale confuse pour accomplir des réformes à l'intérieur du pays – non nécessairement progressistes d'ailleurs, mais sans doute aussi bien réactionnaires. Ces cinq motivations apparaissent à des degrés divers chez tous les partisans de l'expédition de Corée sans qu'il soit possible d'attribuer celle-ci à l'un, celle-là à un autre.

Il est ainsi très intéressant de constater que tous les éléments théoriques ou pratiques de l'expansion continentale ultérieure du Japon étaient déjà réunis. Ce souci, par exemple, de trouver un emploi à la classe des *samurai*, on peut le comparer à la politique continentale mise en œuvre après l'incident de Mandchourie pour lutter contre la crise économique. Quant à celui de relever le prestige national en vue d'obtenir l'abrogation des traités inégaux, c'était évidemment le sens historique des guerres avec la Chine et la Russie, qui permirent notamment au Japon de s'affranchir tout à fait de ces traités et de prendre rang parmi les « puissances ». Le projet d'une alliance de l'Asie orientale destinée à arrêter l'expansion européenne vers l'est trouve également des prolongements dans le panasiatisme ou, plus récemment, dans l'idée de Communauté asiatique (*Tôa kyôdôtai* 東亜共同体). Ce qui rend si complexe la politique continentale du Japon, c'est justement qu'au désir d'assurer la libération et l'indépendance du peuple japonais se mêle un expansionnisme de type impérialiste. Rien ne le montre mieux que le problème des traités inégaux, dont je viens de parler. S'il est vrai que le Japon a obtenu l'abolition des juridictions consulaires juste avant la Guerre Sino-japonaise, l'autonomie douanière, elle, ne fut entièrement recouvrée qu'à la fin de Meiji, en 1911. Il aura donc fallu toute l'ère Meiji pour que le Japon devienne un État parfaitement indépendant. Pourtant, et il n'y a rien là de surprenant, lui-même avait obtenu dès 1876 une première extraterritorialité, en Corée après l'affaire de Kanghwa¹⁸. Mais cela ne représentait encore que très peu de chose et c'est seulement en Chine, après la Guerre Sino-japonaise, que le Japon obtint un véritable privilège d'extraterritorialité, ce qui signifie que l'État japonais a eu un

¹⁷ De ces deux penseurs, HONDA Toshiaki 本多利明 (1743-1820) et SATÔ Nobuhiro 佐藤信淵 (1769-1850), il était déjà question à plusieurs reprises dans les trois *Essais sur l'histoire de la pensée politique au Japon*.

¹⁸ Du nom de l'île située en face de Séoul, où se trouvaient les batteries coréennes attaquées par la flotte japonaise en septembre 1875. L'incident permit au gouvernement japonais de forcer la Corée à reprendre avec lui des relations diplomatiques. Le Traité de commerce et d'amitié nippon-coréen (*Nicchô shûkô jôyaki* 日朝修好条規), signé le 27 février 1876, prévoyait notamment l'ouverture de trois ports coréens aux commerçants japonais et l'extraterritorialité pour les sujets japonais.

comportement impérialiste *avant* d'être un État souverain de plein droit. C'est bien la complexité de sa politique continentale qui se révèle ici.

Permettez-moi de faire une digression pour dire que le projet de soumettre la Corée fut le premier mode par lequel s'exprima la souveraineté de l'État Meiji en tant que « destin historique » de celui-ci. En effet, même si les partisans de l'expédition avaient été mis en échec, l'opposition de ceux qui, avec IWAKURA et ÔKUBO, donnaient simplement la priorité à l'affermissement de l'État dans l'archipel, ne tenait certes pas à une divergence fondamentale : on s'étendrait bientôt hors de l'archipel aussi mais, d'abord, il fallait assurer le développement intérieur. En un mot, il était trop tôt. Le désaccord n'était pas plus profond que cela. Et d'ailleurs, sitôt ce problème réglé, dès avril 1874, la faction favorable aux réformes intérieures, ceux-là mêmes qui s'étaient opposés à l'expédition de Corée, organisaient celle de Taiwan. On ne risquait pas autant de complications internationales et, avant tout, cela coûtait moins cher. Ainsi, la fièvre coréenne à peine retombée, cap était mis sur Taiwan pour une campagne en quelque sorte à moindres soucis. Ce fut ensuite l'affaire de l'île de Kanghwa, en septembre 1875, également dans le droit fil des ambitions coréennes de 1873.

S'il n'y avait donc pas de divergence fondamentale entre les partisans de l'expédition de Corée et ceux qui s'y opposèrent au nom des priorités intérieures, qu'en était-il du point de vue des droits du peuple ? On sait que la première manifestation concrète de ce courant fut le Mémoire de 1874 pour un parlement élu. Or il est hautement symbolique que celui-ci ait été présenté juste après l'échec du projet coréen et qu'il fût l'œuvre d'anciens partisans de l'expédition de Corée. On voit en effet ici, une fois de plus, que le destin des droits du peuple était lié à celui du souverainisme. Cela explique encore que les droits du peuple aient également fait partie des revendications généralement exprimées lors de la série des insurrections par ailleurs contre-révolutionnaires qu'on vit éclater entre 1874 et 1877 : révoltes de Hagi, de Saga, Shinpûren de Kumamoto et Guerre du Seinan, qui visaient le « despotisme bureaucratique » du gouvernement de Meiji. Autrement dit, s'y trouvaient étroitement mêlés un authentique mouvement pour les droits du peuple et un courant dont la nature était plutôt de réaction féodale. Un autre exemple d'une telle association, cette fois à l'intérieur du gouvernement, est le front anti-ÔKUBO mené par ITAGAKI Taisuke et SHIMAZU Hisamitsu, qui démissionnèrent ensemble en 1876. Il est très intéressant de constater que l'opposition à ÔKUBO rendit solidaires le patron des Droits du peuple et un homme dont l'idéologie était celle de l'ancien régime. Comme vous le savez, ÔKUBO fut d'ailleurs assassiné par quelqu'un qui, dans la lettre qu'il laissa pour expliquer son geste, lui reprochait d'avoir méprisé les droits du peuple. Or il s'agissait en fait d'un partisan de l'ancien régime et que ses idées rapprochaient plutôt

自由党 d'ITAGAKI et à celle du Kashintô 改進黨 d'ÔKUMA²³. La ligne de partage se précisa donc entre opposition et gouvernement. La politique de ce dernier, enfin, jusqu'alors toute d'« ouverture à la civilisation », allait sensiblement évoluer et se nuancer.

Cela se voit par exemple dans le domaine de l'éducation, auparavant exclusivement tournée vers les savoirs occidentaux mais où l'on remet alors brusquement à l'honneur le confucianisme et les études nationales. Ministre de l'Education, FUKUOKA Takachika affirme à cette époque : « Fondée sur les préceptes propres au pays impérial, notre éducation a besoin du confucianisme ». On tira de la poussière où ils étaient enfouis des livres comme ceux de MENCIUS ou les *Analectes* pour en faire des manuels donnés à lire dans toutes les écoles du pays. On introduisit par ailleurs des restrictions telles que l'interdiction d'utiliser en classe certains ouvrages occidentaux. Ainsi l'éducation fut-elle réorientée dans le sens d'un retour à l'ancien. Cette tendance semble en contradiction avec celle qui s'amorce peu après, vers 1884-1885, quand commence l'époque dite de l'occidentalisme, mais cette contradiction n'est qu'apparente. On écrit couramment que le gouvernement d'alors était l'occidentalisme incarné et que c'est par réaction à cette tendance que seraient apparus dans les années vingt de Meiji (1887-1896) le mouvement nipponiste ou nationaliste (*kokuminshugi* 国民主義). Cela exige des précisions et il importe notamment de comprendre la nature de cet occidentalisme. Il ne s'agissait plus en effet, comme aux débuts de Meiji, de mesures révolutionnaires et dépourvues d'arrière-pensées mais davantage d'une stratégie conçue pour obtenir la révision des traités inégaux : on voulait montrer que le Japon s'était modernisé, ainsi en donnant des bals au fameux Rokumeikan. Non moins importantes étaient, derrière la façade aux couleurs occidentales de ces années, la réforme du régime nobiliaire de 1884 ou le train de mesures réorganisant complètement le système éducatif en 1886 : ordonnances sur les universités impériales, sur les écoles normales, sur les écoles secondaires, sur les écoles primaires. L'article premier de celle qui concernait les universités proclamait : « L'Université impériale a pour vocation d'enseigner et d'approfondir les arts et sciences indispensables à l'État ». Une expression telle que « indispensables à l'État » était alors inédite et il n'est pas dû au hasard que pareille condition ait alors été mise à la simple recherche de la vérité. Ce sont aussi, en 1887, les « Règlements sur le recrutement des fonctionnaires civils (examens, admissions, formations) », qui permettaient aux diplômés de la faculté de droit impériale formés dans ce système apprenant le dévouement à l'État, d'être nommés sans avoir à passer d'examen. Ces règlements complétaient le dispositif par lequel les clans de Satsuma et Chôshû avaient fait leur bastion de la haute fonction

²³ Cf. *infra* (note 30).

direction à l'occasion de la guerre et de l'intervention des trois puissances. YAMAJI Aizan également finit par prôner l'impérialisme. La conception de la souveraineté nationale qui emporta l'adhésion d'une grande partie du monde intellectuel vers 1897, c'est-à-dire juste après la Guerre Sino-japonaise, n'était plus ce souverainisme entendu comme indépendance d'une nation et inséparable des droits du peuple, mais bien quelque chose qui appelait un développement de type impérialiste. Ainsi UCHIMURA Kanzô écrivait-il en 1901 :

« Le monde est dans la lumière quand la foi gouverne la force, dans les ténèbres quand la force gouverne la foi. Aujourd'hui, la force gouverne de nouveau la foi et nous vivons une ère de ténèbres. À la cour un philosophe : de l'harmonie de l'univers il ne parle pas. Sur la terre : treize divisions de soldats qui font scintiller leurs sabres. À la ville un poète : du peuple il n'adoucit les peines. Sur la mer : deux cent soixante mille tonnes de vaisseaux, toujours à quai mais hurlant à la guerre. Les familles sont au comble de la division, pères et fils se haïssent, les frères sont ennemis, les sœurs se méprisent – mais on se loue d'être de l'Orient le royaume aux cerisiers, d'être le pays des hommes sages. Tel est l'impérialisme. »

La même année, KÔTOKU Shûsui publia *L'Impérialisme, monstre du XX^e siècle*, où il présentait la situation mondiale en ces termes :

« L'impérialisme se propage, et avec quelle vigueur ! C'est un feu qui déferle sur la plaine. Devant lui se prosternent tous les pays du monde. Pas un qui n'y sacrifie, ne l'adore ni chante sa louange. Voyez l'Angleterre, où il n'a plus que fidèles. Voyez le Kaiser belliqueux y appeler l'Allemagne. Il semble que la Russie n'ait jamais eu d'autre mot pour définir sa politique, que la France, l'Autriche, l'Italie se rallient avec joie, que l'Amérique elle-même s'apprête à imiter sans réserve. Et il n'est pas jusqu'à notre pays qui ne s'y laisse gagner, où d'avoir surclassé la Chine a insufflé au moindre Japonais l'ardeur et la fougue du destrier impatient des rênes. »

« L'impérialisme se propage, et avec quelle vigueur ! » Comme le remarque KÔTOKU Shûsui, c'est tout l'environnement international qui, avec la Guerre Sino-japonaise, est véritablement passé au stade de l'impérialisme. Et le tournant pris par la pensée au Japon n'aurait pas eu lieu sans ce changement de nature du capitalisme mondial. Dès 1896, la Russie obtint les droits de construction et d'exploitation du Chemin de fer de l'Est chinois, ainsi que le droit d'administrer à son profit les zones bordant la ligne du Transmandchourien. L'année suivante, elle se faisait concéder la ligne Pékin-Hankou au nom de la Banque russo-chinoise. En 1898, elle prenait à bail le Liaodong qu'elle avait contribué à faire rendre à la Chine par le Japon trois ans plus tôt. Ce fut ensuite la concession des droits relatifs aux Chemins de fer de Mandchourie méridionale, qui donnait à l'expansion russe vers le sud un caractère plus menaçant encore. La France, de son côté, faisait de l'Annam un protectorat en 1884. En

1895, c'est-à-dire aussitôt après la Guerre Sino-japonaise, les régions du Yunnan, du Guangdong et du Guangxi devenaient sa zone d'influence. En 1898 et 1899, elle obtenait de la Chine des traités garantissant l'intégrité territoriale de l'île de Hainan, du Yunnan et du Guangdong, avant de prendre à bail la baie de Canton pour y construire une base navale et une voie ferrée. L'Angleterre, comme vous le savez, tenait Hong-Kong depuis les guerres de l'opium. Elle annexa la Birmanie en 1886, qu'elle agrandit même en 1897 avant d'obtenir de la Chine, en 1898, Weihaiwei et la garantie que les régions de la vallée du Yangzi Jiang ne seraient pas aliénées. L'Allemagne eut le Shandong. L'impérialisme des puissances s'abattait sur la Chine comme grêle de flèches.

Au sein du gouvernement japonais également, la manière dont évoluait la situation sur le continent amenait à prendre conscience du fait qu'il ne s'agissait plus d'« étendre sa souveraineté » ou de rehausser le prestige national, comme on voyait jusqu'alors confusément les choses, mais que les guerres avaient pris un caractère impérialiste. Dans un discours qu'il prononça à Utsunomiya en 1899, « Le peuple japonais et la marche du monde », ITÔ Hirobumi ne parlait pas d'autre chose :

« Les guerres qu'on voit éclater de nos jours ont leur origine en ceci : étendant à d'autres pays les intérêts de son industrie et de son commerce, ou bien l'on cherche à empêcher autrui d'y faire obstacle, ce qui est le cas le plus fréquent, ou bien l'on vise soi-même à étendre ces intérêts au monde entier. (...) Sans doute le premier objectif d'un pays est-il d'être assez fort pour pouvoir se défendre, et c'est bien d'abord pour ne pas être envahi par un autre pays qu'on se défend. Mais cela implique de se développer, de développer l'industrie et le commerce nationaux, d'augmenter autant que possible la puissance de son armée et de sa marine en vue d'étendre toujours plus loin ses intérêts économiques. Il ne s'agit nullement de vues personnelles : *telle est l'opinion à peu près unanimement admise dans le monde d'aujourd'hui* et voilà pourquoi nous sommes en rivalité avec les puissances dont j'ai parlé tout à l'heure. »

Le gouvernement de Meiji comprenait donc clairement ce qu'était l'impérialisme et tenait désormais qu'il lui fallait en faire sa politique.

Une illustration intéressante de cette évolution d'ensemble est dans la différence entre le nipponisme des années vingt de Meiji et celui qui apparaît dans les années trente, soit juste après la Guerre Sino-japonaise. Plusieurs choses distinguent en effet radicalement les idées que commencent alors à prôner des gens comme TAKAYAMA Chogyû ou KIMURA Takatarô, de celles que défendaient auparavant sous la même enseigne KUGA Katsunan et MIYAKE Setsurei. Les revendications venues du bas disparaissent totalement et l'on ne trouve plus guère à leur place que l'affirmation brutale d'un nationalisme d'État, d'un nationalisme par le haut : l'empereur devient un souverain absolu qu'on déifie, les libertés de pensée et d'expression,

que nous devons garder en mémoire. YAMAJI Aizan, toujours dans son *Histoire de l'église du Japon moderne*, explique en effet que l'éducation pour l'État voulue par INOUE Testsujirô, ce nationalisme bureaucratique dont j'ai déjà parlé, fut alors totalement mise en échec :

« Ils avaient imposé les mêmes principes à toutes les écoles du pays avec l'espoir d'en obtenir des patriotes fidèles à l'empereur, conformes à leur idéal. Pure illusion, apparut-il bientôt. Les jeunes gens du Japon écoutaient plus volontiers d'autres sermons que le prêchi-prêcha à nonné par leurs maîtres sur la loyauté à l'empereur et l'amour de la patrie, d'abord accueillis dans la solennité mais dont le ressassement continu ne leur arrachait plus que de gros bâillements. Quelque bien inspirés que pussent être ces principes, la jeunesse ne supportait pas la manière autoritaire dont on voulait les lui inculquer. Les plus hardis finirent par regimber. À peine diplômés de l'Université impériale, le brillant TAKAYAMA Rintarô (Chogyû) se fait chantre de l'esthétisme, le talentueux TOBARI Chikufû suit NIETZSCHE et attaque sans répit le standardisme de la morale. Ainsi ceux qui avaient fréquenté l'Université en venaient-ils à se rebeller contre « l'“éducation” pour l'État ». L'égoïsme et la complaisance envers soi-même progressaient de jour en jour, de mois en mois, tant et si bien qu'au moment de la Guerre Russo-japonaise, un journaliste du *Kokumin shinbun*³⁴ put écrire : « Les jeunes gens d'aujourd'hui ont conscience d'être des individus mais ils semblent avoir perdu sinon toute du moins beaucoup de leur conscience nationale. (...). Les combats peuvent faire rage à Liaoyang, ils sont bien plus curieux de savoir ce qu'on dit des dernières pièces de la nouvelle vague. »

Ou encore :

« De telles écoles, escomptaient-ils, ne pourraient accoucher que de loyaux patriotes. Voyez le résultat ! On ne saurait aller plus loin dans l'individualisme. Celui-ci fait des poèmes d'amour, celui-là chante les étoiles et les violettes. Un seul idéal : satisfaire ses désirs ! Le sort du Japon ? Peu leur en chaut. »

Quel est le sens de tout cela ? Comme je l'ai dit au début, le point de départ de la pensée de Meiji était dans la combinaison du souverainisme et des droits du peuple, c'est-à-dire dans l'idée d'une émancipation et d'un développement de l'État japonais qui prissent appui sur l'indépendance et la liberté des individus. Mais dès lors que ce nationalisme soutenu par le bas car y élargissant la participation politique, fut aspiré par le nationalisme bureaucratique du haut, il n'y eut plus de pensée saisissant le peuple en tant que nation et de l'intérieur mais, d'un côté, un nationalisme étatique sans racine dans les intériorités individuelles, de l'autre un individualisme

³⁴ 国民新聞 (« Le Journal de la nation »). Quotidien créé en février 1890 par TOKUTOMI Sohô. Après avoir existé sous ce nom jusqu'en 1942, il fusionna avec le *Miyako shinbun* 都新聞, d'où naquit le *Tôkyô shinbun* 東京新聞.

complètement apolitique, c'est-à-dire tout aux étoiles et aux violettes, tourné vers l'épanouissement des instincts et de la sensibilité. Les deux produits de cette scission du premier nationalisme coexistaient, sans aucun rapport l'un avec l'autre.

Où était donc passé, en ces années trente de Meiji, le noyau de la pensée du Mouvement pour la liberté, à savoir l'idée de peuple (*kokumin*) comme aspiration venant du bas ? On le retrouve en fait assez vite dans le mouvement socialiste. En 1897, TAKANO Fusatarô fondait la Shokkô giyûkai³⁵ avec l'aide de KATAYAMA Sen, ABE Iso.o, SHIMADA Saburô ou encore MATSUMURA Kaiseiki. Si, dès 1900, la mise en place d'une Loi de sécurité et de police inaugurait la répression des mouvements sociaux, cela n'empêcha pas le mouvement socialiste de commencer à s'étendre dans les années qui suivirent la Guerre Sino-japonaise. En 1901, le Shakaiminshutô³⁶ fut interdit sitôt créé. L'enracinement du mouvement socialiste se voit encore à la création du *Heimin shinbun*, en 1905 [1903], par KÔTOKU Shûsui et SAKAI Toshihiko, qui quittèrent alors le *Yorozuchôhō*³⁷ pour appeler à refuser la guerre³⁸. C'est-à-dire que les partis de type Jiyûtô ou Kaishintô étaient devenus incapables d'initier le progrès démocratique : les compromis qu'ils avaient passés avec les clans de gouvernement et autres féodalités leur avaient fait perdre très tôt leur combativité, si bien que les seuls héritiers légitimes du Mouvement pour la liberté étaient dans ce mouvement socialiste, dont on conçoit d'ailleurs sans peine à quel point il était précoce lorsqu'on le rapporte à la réalité sociale du Japon d'alors. On était toutefois encore loin du stade où il pourrait prendre une importance nationale, de sorte que la situation se résumait essentiellement à ce phénomène de coexistence d'un nationalisme d'État axé sur l'autorité absolue de l'empereur et d'un individualisme des sensations et des instincts. Dans un poème resté célèbre, KUNIKIDA Doppo déplorait ainsi en 1897 :

³⁵ Il s'agit en réalité de la Rôdô kumiai kiseikai 労働組合期成会 (« Association pour la création de syndicats »). « Shokkô giyûkai » 職工義勇会 (« Amicale ouvrière ») est le nom de l'association créée par TAKANO aux États-Unis en 1891.

³⁶ 社会民主党 (« Parti social-démocrate »). Créé par ABE Iso.o, KATAYAMA Sen et KÔTOKU Shûsui le 18 mai 1901, il fut interdit le surlendemain.

³⁷ Quotidien fondé en 1892 par KUROIWA Ruikô, le *Yorozuchôhō* 万朝報 tirait à environ 90 000 exemplaires dans les années 1900, ce qui en faisait un des journaux les plus importants de l'époque. KUROIWA soutint les positions pacifistes de ses trois principaux éditorialistes jusqu'en octobre 1903 avant de se rallier à l'opinion, majoritaire dans la presse, selon laquelle une guerre avec la Russie était inévitable. KÔTOKU, SAKAI et UCHIMURA Kanzô purent expliquer les raisons de leur départ en première page du journal.

³⁸ Le *Heimin shinbun* 平民新聞 (« Le Journal du Peuple », hebdomadaire paraissant le dimanche) fut créé en novembre 1903. Objet de diverses mesures de répression, il finit par cesser de paraître en janvier 1905 (cf. *infra*). KÔTOKU Shûsui le ressuscita en 1907 sous la forme d'un quotidien.

Qu'un développement aussi déséquilibré que celui de l'État japonais, incomplet comme celui d'un corps dont pousse la tête mais non les membres – et c'est bien de cela que parle ici SÔSEKI – qu'un tel développement soit absolument anormal et qu'un État ne puisse grandir sans nourrir la vitalité de son peuple, cela était en fait une évidence pour les intellectuels de Meiji. Et je ne vois guère de penseur qui n'ait cru bon de le rappeler à la suite de FUKUZAWA. Ce dernier avait affirmé par exemple, vers la fin de son *Aperçu général de la théorie de la civilisation*⁴⁴ (au tome 6) :

« Il est un genre de patriote qui se caractérise sans doute par quelque hauteur de vue lorsqu'on le compare à un de ces forcés expulseurs de barbares n'ayant d'autre idée que vider le pays de tous ses étrangers, mais qui croit néanmoins pouvoir attribuer à la seule insuffisance de nos moyens militaires la difficulté de la position internationale où se trouve le Japon. Celui-là s'imagine qu'il suffira de nous armer jusqu'aux dents pour nous rendre capables de tenir tête aux puissances : augmentons les crédits militaires, achetons des canons et les plus grands vaisseaux, fortifions les côtes, faisons des arsenaux ! Puisque les Anglais ont mille bateaux de guerre, doit-il se dire, ayons-en autant et ce sera jeu égal. C'est n'avoir pas le sens des proportions. Car pour mille de guerre, les Anglais ont à peu près dix fois ce nombre en navires de commerce et encore cent fois en marins. On ne saurait former des marins sans posséder l'art de la navigation. Il faut aussi des savants et des commerçants, un droit complet, un commerce prospère, toute une organisation sociale. Mille bateaux de guerre correspondent en quelque sorte à un certain standing général auquel il faut d'abord parvenir. De même pour les arsenaux ou les fortifications : l'armement doit être proportionné au reste. À ne pas suivre cette règle, quel bienfait tirerions-nous de la civilisation ? *Une maison dans le plus grand désordre et dont même aucune porte ne ferme à clé sera-t-elle à l'abri des voleurs parce qu'on aura posé devant elle une rangée de canons dernier cri ? Un pays obsédé par la puissance militaire, qui dépense aveuglément et sans compter pour équiper son armée, risque de se ruiner lui-même à force de dettes. Sans doute vaisseaux et canons permettent-ils de s'égaliser à un ennemi fait de vaisseaux et de canons, pas de rembourser ses dettes. Le Japon équipe aujourd'hui son armée en se fournissant à l'étranger, non seulement pour sa marine mais pour à peu près quatre-vingt dix-neuf pour cent des armes légères et des uniformes. Sans doute est-ce que nos techniques de production sont attardées, comme le disent certains, mais qu'il en soit ainsi prouve en fait que c'est toute notre civilisation qui est encore loin du niveau requis. Mettre simplement à jour l'armement ne servira probablement à rien sinon à nous faire perdre l'équilibre. Ce n'est donc pas en augmentant notre puissance militaire que nous soutiendrons aujourd'hui notre diplomatie. »*

⁴⁴ Cf. *supra* (note 10).

Autrement dit, il est vain de se donner une armée sans commune mesure avec le niveau de développement de son industrie et du reste de sa civilisation. C'est aussi ce que disait Sohô à ses débuts, à l'époque de *Kokumin no tomo*, affirmant et répétant alors que le peuple, ce peuple habitant encore des chaumières, était le vrai socle du pays et qu'il fallait améliorer le niveau de vie de toute la population. Ce furent ensuite SHIGA Shigetaka et MIYAKE Setsurei, dont j'ai parlé, qui dénonçaient le déséquilibre entre villes et campagnes ou l'amplitude des écarts entre secteurs dans l'accumulation du capital. Les partis non plus, bien que prônant l'extension de la souveraineté japonaise, ne laissèrent guère passer de sessions de la Diète sans gémir que les dépenses militaires alourdissaient considérablement les impôts, que le peuple en était épuisé et qu'il fallait le laisser reprendre des forces. Et l'on peut dire que même le gouvernement des clans n'était pas tout à fait inconscient de cette élémentaire réalité, ainsi que le montre un discours que prononça en 1899 le leader des clans, ITÔ Hirobumi :

« À quoi un État doit-il son rang dans le monde ? Il le doit à la force de son peuple. Le gouvernement ne suffit pas. Seul un État qui développe à la fois ses institutions et la force de son peuple peut avoir un rayonnement international. (...) Le meilleur politique est impuissant là où le peuple n'est pas fort (...) C'est pourquoi je crains véritablement que nous ne puissions pas assurer au Japon une indépendance qu'il conserve éternellement en étendant notre souveraineté et en accroissant le rayonnement de notre pays sans y mesurer la force de notre peuple. »

Que l'extension de la souveraineté, donc, soit proportionnée aux forces de la population. Sans doute les actes ne sont-ils pas toujours en accord avec les paroles, et il est certain que ceux du gouvernement des clans étaient en contradiction avec la déclaration de principes d'ITÔ. Cependant, peut-on dire que les partis ou les tenants de la liberté et des droits, ceux qui étaient censés défendre le peuple à la Diète ou par leurs écrits, se soient montrés assez cohérents à cet égard pour inquiéter le gouvernement ? S'ils réclamaient d'un côté qu'on laissât souffler la population, de l'autre ils n'étaient pas moins pressés que le gouvernement à invoquer la menace étrangère et affirmer la nécessité d'augmenter l'armement. Il n'y avait pas, sur ce point, de différence essentielle entre les partis et le gouvernement des clans. C'est d'abord chez TOKUTOMI Sohô, celui des années de *Kokumin no tomo*⁴⁵, qu'on trouvait une position cohérente à ce sujet :

« Qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, ceux qui veulent augmenter les crédits militaires sont les ennemis d'un parti qui défend le peuple. Le but d'un tel parti n'est pas celui du général Mécontent, qui

⁴⁵ La revue *Kokumin no tomo* 国民之友 a existé de 1887 à 1898 mais on peut penser que cette citation date au plus tard de 1895, année du revirement de Sohô (cf. *infra*).

